

Le difficile chemin de Free sur le Cuscionu

Face à la contestation suscitée par le projet d'implantation d'antennes de téléphonie mobile sur le plateau du Cuscionu, le conseil exécutif de Corse veut trouver une voie conciliant enjeu sécuritaire et préservation de l'environnement. L'opérateur Free mobile a 12 mois pour trouver une solution

Quelle forme et quelle ampleur prendra le projet de couverture de téléphonie mobile sur le plateau du Cuscionu ? Absurde et seulement un jour ? En juillet, la proposition d'implanter sur ce site classé Natura 2000 deux, voire trois antennes, de 10 mètres de haut, a suscité un tollé du côté de l'association de l'environnement Global Earth Keeper et du Comitato di u Bughjona di l'Alta Rocca (lire ci-dessous) que Gilles Simeoni est intervenu pour apaiser les tensions. Représentant les arguments avancés par les contestataires ainsi que par plusieurs maires des communes concernées, son communiqué publié le 21 juillet souligne la nécessité de trouver « un développement durable » pour concilier l'enjeu sécuritaire et sanitaire, la biodiversité et la préservation de l'environnement. Distinguant bien la zone de Bavelle de celle du Cuscionu, le président de l'État a été plusieurs fois réserves sur la couverture du plateau qu'il avait pourtant validée. L'implantation de ces antennes s'inscrit en effet dans le cadre d'un grand projet national lancé en 2016, dont le nom traduit à lui seul toute l'ambition : « Le Net Rural Mobile ». Objectif du gouvernement : réduire les zones blanches qui couvrent encore certains territoires du zone de la civilisation. Depuis 2016, une quarantaine de sites peu ou très mal couverts ont été sélectionnés par l'équipe projet Corse, co-préside par le préfet et le président de l'Assemblée de Corse.

ne sont cependant pas confinées aux mêmes écosystèmes. À Bavelle, depuis des années, professionnels de sports de plein air, piqueurs et gardiens appellent de leurs vœux la couverture de cette zone blanche. Le massif accueille un très grand nombre de touristes (environ 800 000 personnes par an). Outre les nombreux sentiers de randonnées et les campings, l'économie est assurée par un nombre de gîtes à Solenzara est elle aussi très fréquentée. Pour l'heure, une seule antenne est prévue sur ce site.

Le projet sur le Cuscionu est plus complexe. Le dispositif envisagé par Free, présenté le 2 juillet à l'occasion d'une réunion du comité départemental New Deal Mobile pour ces deux sites, est plus important que celui de Bavelle. La réflexion sur l'avenir du plateau est un sujet sensible.

Depuis des années, les discussions sont liées de part et d'autre du plateau entre les élus, les services de l'État, le Parc régional et divers autres acteurs de la société civile. Le Cuscionu a toujours servi d'espace aux bergers du Haut Fianco, de l'Alta Rocca et du Sarrone. Des troupeaux s'y installent encore l'été.

Les mairies qui alimentent les vallées des gorges abritent pourtant leur source sur cette zone sauvage, de granit et de

« Il s'agit d'un dispositif



Le plateau du Cuscionu est un site classé Natura 2000 depuis 2008.

Le massif de Bavelle et le plateau voisin du Cuscionu comportent donc deux ans pour y étendre une couverture voix 5G et 4G (pour 4^e génération). Free mobile est désigné pour établir ce réseau qui, une fois installé, devrait profiter par effet de mutualisation aux quatre opérateurs présents sur l'île.

L'avenir du plateau un sujet sensible

Si elles sont communément associées, vu leur proximité, les deux zones

émanant des pouvoirs publics

un arrêté ministériel valide ce choix ; les opérateurs de téléphonie mobile ont deux ans pour y étendre une couverture voix 5G et 4G (pour 4^e génération). Free mobile est désigné pour établir ce réseau qui, une fois installé, devrait profiter par effet de mutualisation aux quatre opérateurs présents sur l'île.

pozz, steppe aride par endroits, forêts à d'autres. Le site abrite quantité d'espèces endémiques. Les sentiers du GR20 qui le traversent et les variantes qui mènent à l'Acudina, point culminant du sud, sont empruntés à la belle saison (30 000 personnes en 2018).

Les considérations divergent entre ceux ouverts à une exploitation touristique plus poussée du Cuscionu et ceux pour qui le plateau doit avant tout rester une étendue naturelle surveillée, une terre à vocation agropastorale dont la fréquentation touristique doit, par conséquent, être limitée et encadrée. Déjà, des bergeries réaménagées proposent le gîte et un couvert très copieux aux randonneurs, au grand dam des protecteurs de

l'environnement qui dénoncent la « paillonnage » du Cuscionu et les velléités d'ouvertures de nouvelles pistes.

Plus qu'une seule antenne ?

Compte tenu de ce contexte, les propositions faites par Free le 2 juillet ont donc naturellement suscité une levée de boucliers de la part des associations environnementales.

Interrogé par nos soins sur son projet, l'opérateur souligne qu'il ne s'agit encore que de propositions et, surtout, il rappelle le caractère pour lui contraignant de cette opération : « Il s'agit d'un dispositif émanant des pouvoirs publics. » Une façon de répondre indirectement aux critiques qui, comme celles de Core in Fronte, voient dans l'implantation de Free sur le

Cuscionu le début de la mise en œuvre d'une « stratégie économique en Corse ». Du côté des pouvoirs publics, les services de l'État comme ceux de la Collectivité de Corse (GdC) assurent les uns comme les autres que ce projet n'est, pour l'heure, « qu'une ébauche ». De plus, l'opérateur aurait été invité, dès début juillet, à privilégier sur le Cuscionu un seul site avec une seule antenne. « Nous avons demandé à Free de revoir les études radio pour proposer la solution la plus optimisée possible avec l'implantation d'un seul pylône », précise Vincent Arsigny, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de Corse (Sgac). Cependant, selon une source bien informée de ce dossier, une seule antenne ne suffirait pas à assurer une couverture satisfaisante sur le plateau. De quoi, par conséquent, s'in-

terroger sur sa pertinence. « On voit bien qu'il y a beaucoup d'émotion, décrypte encore Vincent Arsigny. L'équipe corse a la possibilité, en fonction des préconisations des acteurs de terrain, d'ajuster l'infonction ministérielle. Nous ne sommes pas complètement convaincus et nous discutons actuellement avec la Collectivité de Corse pour revoir, comme Va subaltit le président du conseil exécutif, la méthode de travail ainsi que le calendrier. Nous allons élargir la réflexion collective afin que toutes les concertations soient entendues. » Sur une zone aussi complexe que le Cuscionu, la mission risquerait de s'avérer bien ardue.

* Site naturel désigné par l'Union européenne pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité.

De Zicavo à Quenza, la position des maires

Antoine Paganelli, le maire nouvellement élu de Zicavo, est favorable à ce que la réflexion s'ouvre aux associations et autres groupes extérieurs au comité départemental de pilotage.

« Il faut tenir compte de certains impératifs, d'un côté la sécurité, la sûreté des biens de la forêt, d'autre part la préservation de l'environnement. Le Cuscionu, c'est notre Eldorado, il n'est pas question de transformer notre or en plomb. »

« S'il apparaît favorable à l'ouverture de nouvelles pistes, le maire précise : « On nous a surtout dit que nous pouvions utiliser celle déjà existante de l'Observatoire... »

Antoine Paganelli est en revanche totalement opposé à l'électrification des sites : « Cela générerait des dégâts environnementaux et nuirait au côté paisible de la vie montagnarde, explique-t-il. Free nous a assuré que ses équipes techniques étaient en train d'inventer de nouveaux dispositifs beaucoup plus performants. Nous attendons donc d'entendre leurs propositions. »

De l'autre côté du plateau, Roselyne Balesi, le maire réélu de Quenza, échaudée par les critiques sur les antennes, avance pour sa part la nécessaire sécurisation du plateau : « J'ai accueil-

li il y a deux ans la famille du randonneur perdu et retrouvé mort sur le Cuscionu... ». Il est évident que personne ne veut défigurer le plateau, mais il faut aussi prendre en compte ce problème-là. »

En février 2019, à l'occasion des grands incendies de Quenza et Solara, l'élue avait rappelé au ministre de l'Intérieur de l'époque, Christophe Castaner, la nécessité d'étendre la couverture 4G.

Pierre Castellani, le maire d'Aullène, est lui aussi favorable à la couverture. « Nous sommes au XXI^e siècle, on ne va pas se priver d'une couverture. En intégrant bien les pylônes, avec des panneaux solaires, on peut imaginer un dispositif qui ne va pas défigurer le plateau. De plus en plus de randonneurs se baladent sur le Cuscionu, il faut pouvoir les sécuriser. »

Très actif au sein de l'intercommunalité de l'Alta Rocca pour la préservation du plateau, Jean-Paul Rocca Serra, à Serra-di-Scopamène, se déclare pour sa part clairement contre le projet. Il réfute l'argument sécuritaire.

« J'ai, dès la réunion du 2 juillet, fait savoir mon opposition, et pas seulement contre l'électrification. Tout d'abord l'estimation de sa fréquentation touristique (30 000 personnes en 2018) est selon moi

surévaluée. Ensuite, nous avons mis en place depuis quelques années des écodars qui font de l'information sur le plateau. C'est ce type de dispositif humain qui est capable d'assurer la sécurité sur les lieux qu'il faut développer, plutôt qu'une couverture de téléphonie mobile, qui existe par ailleurs déjà en plusieurs points. »

Jean-Paul Rocca Serra rappelle également les efforts réalisés depuis une quinzaine d'années pour faire remonter sur les estives les troupeaux des bergers. « Les bergeries ont été restaurées, six troupeaux, au moins, transhumant, auxquels il faut ajouter les élevages de porcs et autres animaux. »

Enfin, pour cet élu, la fracture numérique pose avant tout problème dans les villages et sur certaines portions des routes qui sillonnent l'Alta Rocca, plutôt que sur une étendue naturelle dont la préservation constitue un combat de plusieurs années.

* Le 3 septembre 2018, un randonneur ténébreux de 41 ans était retrouvé mort, foudroyé, sur le plateau, après des semaines de recherches. L'homme disparu depuis le 8 août était parti seul sur l'Acudina.

Moratoire sur la 5G

L'implantation d'antennes téléphoniques 4G ou 5G suscite de nombreuses inquiétudes dans l'île. À titre d'exemple, il y a deux jours, un collectif pour la sauvegarde de l'environnement, créé en juin 2019 à Peri, a écrit à Gilles Simeoni et à Jean-Guy Talamoni pour leur faire part de leur opposition à l'implantation à San Larenzu Vecchiu d'une antenne « 4G qui deviendra 5G et qui défigurera l'horizon du village ». Le 30 juillet, l'Assemblée de Corse a voté, sous l'impulsion de Jean-Guy Talamoni, un moratoire en Corse sur l'implantation de la 5G qui doit permettre un débit internet cent fois plus rapide. Les élus répondent ainsi aux inquiétudes suscitées dans la population par les éventuelles conséquences sanitaires et environnementales que pourrait entraîner la 5G.

L'Anses, l'agence nationale de sécurité sanitaire, est actuellement en train d'étudier l'effet de l'exposition des ondes de la 5G sur la santé. Elle devrait rendre le résultat de ces travaux d'expertise au premier trimestre 2021.



« La sécurité avant tout »

Pour le major Patrice Bonissone, du peloton de gendarmerie de haute montagne de Corse-du-Sud, pour qui « la sauvegarde de la vie humaine passe avant tout », « la priorité, c'est évidemment Bavella, mais il ne faut pas oublier que le GR20 passe sur le Cuscionu. Ce chemin est très fréquenté, donc, au-delà de la question technique, la problématique aujourd'hui, c'est de savoir si un randonneur lambda peut ou non déclencher l'alerte sur le plateau. Or, le réseau téléphonique y est très mauvais. »

Pour le colonel Bruno Mastracci, directeur du Service d'incendie et de secours (Sis) 2A, la décision d'implanter ou non des antennes sur le Cuscionu relève d'une décision publique.

« C'est aux élus de décider ce qu'il faut pour les populations et de répondre à la question, en termes éthiques : est-il acceptable de risquer de perdre une vie ? Il m'arrive de proposer l'ouverture de nouvelles pistes pour lutter contre les incendies et des élus me disent : 'Vous êtes fous, vous allez tout casser !' Je leur réponds que, d'un autre côté, tout risque de brûler. Ce sont des choix à faire. »

La question posée est également celle du choix du nouveau réseau de communication pour les services de secours. En 2030, en effet, le réseau radio numérique Antares (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours), actuellement utilisé par les services de secours, devrait

être remplacé par un système utilisant la 4G, le réseau radio du futur (RRF). En 2016, Jean-Pierre Vogel, sénateur des Vosges, soulignait les nombreux dysfonctionnements d'Antares ainsi que son coût trop important. Le rapporteur suggérait d'associer les grands opérateurs privés à la modernisation du réseau de télécommunications des services afin de réduire les coûts pour l'État et la collectivité.

« Ce nouveau réseau aura besoin d'une très bonne couverture pour fonctionner, commente Bruno Mastracci. Les opérateurs auront l'obligation de réserver une bande passante pour les secours. Tout reposera désormais sur les opérateurs privés. C'était inimaginable il y a 20 ans. »

Quel projet ?

Le compte rendu rédigé par les services de la sous-préfecture de Sartène de la réunion du 2 juillet en mairie de Zicavo, du comité départemental de sites pour les zones de Bavella et du Cuscionu, rapporte les propositions faites par Free mobile. Trois pylônes d'environ 18,50 mètres sont envisagés par l'opérateur. Pour les implanter, cinq sites de part et d'autre du plateau sont considérés (Basseta, Matalza, Vallara, Pian d'Ornucciu, Bucchinera). Outre les trois antennes imposantes, un système d'électrification est proposé pour faire fonctionner l'ensemble. Mais devant le refus d'électrifier la zone par les maires de Zicavo et Serra-di-Scopamène, Free envisage une alternative avec des panneaux solaires (qui s'étendraient sur environ 100 m²) relayés par un groupe électrogène ou une pile à hydrogène.

La réalisation et la restauration de pistes pour atteindre les antennes, sujets hautement sensibles dans les estives, sont également évoquées et suscitent là encore inquiétudes et divisions. Toutes les options évoquées lors de la réunion du 2 juillet, dont « le besoin ou non de passer de trois à deux pylônes », devaient être étudiées le 30 juillet à l'occasion d'une visite *in situ* du comité départemental. Devant la colère des associations, cette réunion a été annulée. On ne sait toujours pas pour l'heure si celle prévue en septembre, en mairie de Serra-di-Scopamène, est maintenue. « Pour l'instant, je n'ai pas de nouvelles », précise le maire, Jean-Paul Rocca Serra.

L'irréductible plateau

Quand ils ont eu connaissance du projet, quelques jours seulement avant la réunion sur site prévu le 30 juillet à Basseta, sur le Cuscionu, les membres de l'association de l'environnement Global Earth Keeper, ainsi que ceux du Cumitatu di u Rughjonu di l'Alta Rocca (de tendance nationaliste) groupés à l'association A Funtanedda ont rapidement réagi sur les réseaux sociaux - une pétition en ligne a été lancée (« Pas d'antennes 4G sur le plateau du Cuscionu ») qui a jusqu'ici recueilli 2 274 signatures - et une conférence de presse a été organisée.

« Nous n'avons eu connaissance du projet que fortuitement », explique Dominique Milanini, spécialiste montagne à l'association Global Earth Keeper (et candidat aux dernières élections municipales à Quenza). « Largement mis en avant est la sécurité, mais le risque incendie y est presque nul et la fréquentation touristique se résume à 30 000 personnes sur trois mois de l'année. Selon nous, ce n'est pas la téléphonie mobile qui résout le problème de sécurité, mais le contrôle des flux, des patrouilles écogardes, comme dans les grands parcs américains où vous ne partez pas à l'aventure comme ça. »

Dominique Milanini dénonce « le flou général » qui entoure le projet du Cuscionu et se félicite que le conseil exécutif de Corse ait finalement « gelé la situation ». « Cela va permettre de réfléchir et mettre les gens autour de la table. »

Le Cumitatu di u Rughjonu di l'Alta Rocca et l'association A Funtanedda, dont la porte-parole est, sur ce

dossier, Marie-Jo Andreucci, partagent sensiblement le même point de vue. Ils dénoncent également l'« opacité » du projet, un risque incendie relativement faible compte tenu de la végétation, et un argument sécuritaire qu'ils considèrent fallacieux.

« Au nom d'un risque zéro, et surtout en prétendant résoudre des problèmes de sécurité qui sont liés à une surfréquentation anarchique de ces sites, les antennes de téléphonie 4G sont présentées comme la solution miracle, les baguettes magiques », écrit le Cumitatu dans un tract.

« Tout tourisme et appétits commerciaux »

Comme Global Earth Keeper, ces associations soulignent le manque de couverture dans les villages, là où les risques d'accidents sont beaucoup plus nombreux, le « tout tourisme », ainsi que les appétits commerciaux des opérateurs de téléphonie. Pour eux, la régulation et l'encadrement des deux sites touristiques sont la solution à apporter aux problèmes de sécurisation.

Enfin, les défenseurs de l'Alta Rocca rappellent les « projets de pseudo-sécurisation » qu'ils ont chaque fois dénoncés et combattus. Comme en 1992, au nom de la sécurité aérienne, le projet de radar sur l'Alcudina, finalement abandonné. D'autres solutions avaient été trouvées. Entre 2013 et 2019, « c'est au nom de la sécurité incendie que les pistes DFCl ont



Les associations de l'environnement Global Earth Keeper et A Funtanedda ainsi que le Cumitatu di u Rughjonu di l'Alta Rocca ont organisé, le 30 juillet, une conférence de presse contre le projet sur le Cuscionu.

G. B.-L.

été reprises en élargissant la piste de traverse qui relie Bucchinera (côté Quenza) à Matalza (côté Zicavo), poursuivent-ils. Celle-ci, avant d'être 'réhabilitée' DFCl, était tout à fait accessible aux pompiers. »

Quant à Bavella, si le Cumitatu admet qu'il existe « effectivement un vrai problème de sécurité » et

un risque incendie, il souligne cependant que les canyons ne seraient pas couverts par l'antenne envisagée.

Ses membres interrogent : « Ne pourrait-on pas chercher d'autres solutions, entre autres équiper les professionnels en téléphonie satellite ? »



Le plateau du Cuscionu est un site classé Natura 2000 depuis 2008.